

Mouvement
écosocialiste



Agir par la Culture

2023

ANALYSE #08

LA VIE LARGE DE PAUL MAGNETTE

Manifeste écosocialiste

Par **Ali Serghini**, *Président de PAC*



Avec le soutien de la Fédération
Wallonie-Bruxelles

LA VIE LARGE DE PAUL MAGNETTE

Manifeste écosocialiste

.....
Par **Ali Serghini**, Président de PAC
.....

OUVRIR LES QUESTIONS

Bien que nous ayons pleinement conscience du dérèglement climatique consécutif à l'action humaine, et de ses graves conséquences sur le destin de l'humanité, « nous n'avons pas pris le cap d'une transition résolue vers un monde sans carbone » reconnaît Paul Magnette dès l'ouverture de *La vie large* (p.7).

C'est que « savoir n'a jamais suffi à pouvoir » répond l'auteur en ajoutant que « les transformations inéluctables et irréversibles se heurtent à des intérêts économiques et financiers puissants ».

« Le socialisme, né de la résistance au capitalisme, fut confronté dès ses origines à des difficultés qui ne sont pas sans rappeler celles que traverse aujourd'hui la lutte climatique. » (p.9).

Il est temps dès lors, de « renouer avec l'ambition originelle du socialisme, telle que formulée aux tout premiers jours de la société industrielle... reprendre le combat, entamé à l'aube de l'ère du capitalisme mais trop vite délaissé ».

Ce combat exige une préparation intellectuelle qui commence par l'abandon des préjugés et des certitudes acquises. Ils relèvent du conservatisme ou du confort mental et sont incapables de fournir une compréhension du monde dans ses incessantes mutations.

C'est la phase réflexive qui s'interroge et interroge. Le socialisme est-il capable d'opérer un « *aggiornamento* » se demande l'auteur, Paul Magnette. Pour y répondre il propose un parcours sans complaisance de l'histoire du socialisme. Ce retour à l'histoire éclaire les conditions d'effacement de la question de la nature ou du climat dans les priorités des penseurs socialistes entièrement préoccupés par les conditions d'existence matérielles des ouvriers.

INTERROGER L'HISTOIRE

Effacement ne veut pas dire absence. Dans le chapitre 6 de *La vie large*, intitulé le nouvel esprit du socialisme, Paul Magnette consacre plusieurs pages à l'analyse des rapports entre Karl Marx et la nature qui relevaient selon le philosophe d'une « *logique d'exploitation de l'humanité et de la nature inhérente au capitalisme* ». Et, dès 1844, le jeune Marx pouvait écrire : « *Dire que la vie physique et intellectuelle de l'homme est indissolublement liée à la nature ne signifie pas autre chose sinon que la nature est liée à elle-même, car l'homme est une partie de la nature* » (cité p. 127).

Cette affirmation du jeune Marx a-t-elle été oubliée dans ses travaux de maturité ?

« *Pas tout à fait !* » répond Paul Magnette qui fera retour aux textes marxistes pour mesurer l'évolution des thèses. Les travaux de l'agronome Justus von Liebig permettront à Marx de faire un parallèle évident entre l'exploitation industrielle du travail et l'exploitation de la terre et de la nature, et d'écrire dans le *Capital* – (cité p. 130) – : « *La production capitaliste d'une part accumule la force motrice historique de la société ; d'autre part, elle détruit non seulement la santé physique des ouvriers urbains et la vie intellectuelle des travailleurs ruraux, mais trouble encore les échanges organiques entre l'homme et la terre, en rendant de plus en plus difficile la restitution de ses éléments de fertilité* ». Paul Magnette résume ainsi le constat marxien toujours d'actualité : « *l'analyse agronomique de Liebig conduit ainsi Karl Marx à revenir sur une dimension du capitalisme qu'il avait largement laissée de côté par la suite* ». Ce rappel de la genèse du socialisme ne doit pas s'exonérer d'une critique fondamentale qui vise son orientation productiviste ou « prométhéenne » selon l'expression de Paul Magnette. Le Manifeste du Parti Communiste publié en 1848, n'appelle-t-il pas à la « *soumission à l'homme des formes de la nature* », au « *défrichement de continents entiers* », constate l'auteur de *La vie large* avant de prévenir contre tout anachronisme : « *Au temps du Capital, l'exploitation de l'homme est absolue, celle de la nature est encore relative* ».

LE MONDE EST DEVENIR

C'est à une mutation de l'essence de l'homme que nous assistons. Une notion comme la terre a tant varié dans les siècles, passant d'une compréhension astronomique, métaphysique ou théologique, notre planète était regardée d'en haut comme un objet extérieur, un habitat disponible ouvert aux appétits de l'homme. De même, le monde comme concept philosophique ou théologique suggérait son unité, sa création, sa finitude et le sens de son destin.

Les notions de nature, de monde, de vivant se trouvent dès lors ébranlées et appellent de nouvelles remises en questions et des définitions ajustées. Les approches philosophiques, sociologiques et historiques se sont depuis longtemps émancipées des carcans métaphysiques ou dualistes qui posaient une nature-objet en face d'un homme-sujet. La première étant à la pleine

disposition du second. L'homme du haut de son empire, souverain du monde, était placé au centre comme jadis, la Terre au centre de l'Univers. Les animaux furent dégradés par la « modernité » pour être considérés comme des « animaux-machines » dénués de sentiments et de souffrances. C'est donc bien notre rapport au vivant quelle que soit sa forme ou ses manifestations, qu'il faut reconsidérer en abandonnant la vanité de l'homme désormais replacé en tant qu'élément de la chaîne du vivant.

Ces mutations conceptuelles obligent à repenser notre rapport au monde c'est-à-dire notre occupation de la terre, notre façon d'y habiter, notre utilisation de ses ressources... Car, écrit Paul Mignette, (à la p. 11), « *si les obstacles à la transition résident dans la confrontation d'intérêts matériels, ils trouvent aussi leurs origines dans nos modes de pensée, dans la "forma mentis" de notre temps* ».

C'est pareil travail qui est proposé dans *La vie large*. Une réflexion qui commence par elle-même en repensant lucidement la genèse du socialisme.

Après avoir dégagé un nouvel espace de recherche où peut se penser un esprit écosocialiste toujours fidèle à son rejet des inégalités, Paul Mignette, en vient à la concrétisation des principes posés en proposant des mesures et des stratégies pour les luttes politiques à mener.

LES INÉGALITÉS, PILIERS DU CAPITALISME

La lutte contre les inégalités constitue la raison principale de *La vie large*. L'auteur ne cessera de manifester sa « colère » et de l'objectiver au-delà de l'expression de son indignation.

Inégalités à l'échelle locale, inégalités planétaires. Leurs effets se cumulent et s'amplifient. Et « *si la crise climatique menace la "survie" de l'humanité, certains humains sont, face à ce péril, moins égaux que d'autres* » (p. 84).

L'auteur indique que « *les nations historiquement les plus responsables du réchauffement global sont aussi celles qui continuent, aujourd'hui, d'émettre le plus de gaz à effet de serre... dans les faits, les émissions sont moins liées à l'appartenance à une nation donnée qu'à un groupe social déterminé. En termes de production de gaz à effet de serre, un riche Américain ressemble plus à un riche Africain qu'à un pauvre Américain. Nos émissions sont le reflet de notre style de vie, elles sont étroitement liées à notre niveau de revenus. Le raisonnement vaut aussi pour la destruction du vivant et la perte de la biodiversité* » (p. 63).

Et d'insister : « *C'est aussi dans les régions les plus pauvres que les conséquences des désastres naturels sont les plus cruelles : 90% des victimes et 97% des morts liées aux désastres naturels se situent déjà aujourd'hui dans les pays en développement* » (p. 66).

La mondialisation a permis la localisation des industries les plus polluantes

et les plus pénibles pour les travailleurs, dans les pays pauvres dont la population est sommée d'accepter les conditions de travail et les dommages causés, à même la santé publique et à l'environnement.

L'auteur rappelle ce que Serge Moscovici écrivait il y a plus de cinquante ans que *« la question politique avait dominé le XVIII^e, la question sociale le XIX^e, notre époque est marquée par la question naturelle, c'est-à-dire, la question du rapport de l'homme à la nature dont il fait partie intégrante, dont il dépend pour sa subsistance et qu'il met pourtant en péril »* (cité p. 17).

En deux siècles, c'est-à-dire en un instant infime de son histoire, l'humanité et la terre, ont connu des bouleversements sans précédent. Si durant ces deux siècles, nous avons acquis et maîtrisé de nouvelles technologies qui ont contribué à l'amélioration de nos conditions d'existence, nous avons en même temps, exploité et pillé toutes les ressources fossiles disponibles. *« Depuis, 1850, et avec plus d'intensité encore depuis 1950, nous avons construit dans nos pays riches des modes de productions totalement dépendants du charbon, du gaz et du pétrole »* écrit Paul Magnette (à la p. 22), avant de citer l'historien américain John R. Mc Neill : *« Nous avons probablement consommé plus d'énergie depuis 1900 que durant toute l'histoire de l'humanité avant 1900 »*.

Deux éléments sont certes, à rappeler : durant cette période, la population mondiale a vu son nombre multiplié par dix pendant que la richesse mondiale se multipliait par cent.

La question de la répartition mondiale de la richesse devient alors évidente et amplifie celle des inégalités.

Prenant l'exemple de l'alimentation, *« question sensible et stratégique »*, Paul Magnette développe :

« Puisque notre alimentation est responsable d'un quart des émissions de gaz à effet de serre et qu'elle est l'une des causes les plus lourdes de l'altération par l'homme de son environnement naturel... l'intensification de la production agricole et la croissance urbaine se nourrissent mutuellement, conduisant à un recul constant de la nature primaire » (p. 24).

Aux défenseurs de l'industrie agroalimentaire qui prétendent que *« pour alimenter 7 milliards d'êtres humains aujourd'hui et 10 milliards dans 20 ans, nous ne pouvons nous passer des entrants chimiques et des lourdes machines fonctionnant aux carburants fossiles »*, Paul Magnette répond : *« Au-delà de son cynisme, un tel discours dissimule le fait que ce modèle de production est loin d'être universel, bien qu'il ait été promu à une marche forcée par les pays riches. Aujourd'hui, plus des deux tiers de la nourriture mondiale sont produits par de petites exploitations familiales, qui ne couvrent qu'un quart des terres arables du monde... Alors qu'elle ne produit que moins d'un tiers des denrées mondiales, l'agriculture industrielle est responsable des trois quarts des dégâts écologiques causés à la planète... l'humanité n'a pas besoin d'elle »* (p. 28).

Il est possible de faire autrement et mieux. Une autre agriculture est possible. Affectée à la production alimentaire et non à la production d'agrocarburants. Les baisses de rendement prévisibles pourraient être compensées par la chasse aux gaspillages qui atteignent le tiers de la production alimentaire européenne. Il est aussi nécessaire, soutient l'auteur : « *de faire évoluer nos habitudes alimentaires – ce qui n'est pas synonyme de renoncements* » (p. 27). En effet, l'alimentation et sa ritualisation dans les repas, n'a pas pour simple but de répondre à un besoin naturel et vital. Elle constitue aussi un lien social, un temps et une substance partagés dans la symbolique culturelle où le plaisir garde sa place.

AFFRONTER L'OLIGARCHIE ÉCONOMIQUE

C'est au « *cœur même de ce dispositif capitaliste* » qu'il faut agir tant il commande nos existences captives de l'ordre capitaliste. Camouflé derrière l'offre, cette éternelle promesse de bien-être, il réduit nos vies à de simples durées de consommation de produits conçus et fabriqués dans la logique commerciale sans fin.

Pour aborder ce « *cœur même du dispositif* » capitaliste, il convient d'opérer un double rejet :

Ne pas laisser « *ni au marché ni aux technocrates des questions aussi essentielles que le niveau de prospérité souhaitable et la manière d'utiliser les énergies et matières premières disponibles* » car l'énergie et la disponibilité de ses sources sont aujourd'hui, par leur dimension mondiale, un enjeu pour les populations quelle que soit leur situation géographique sur la planète. Des interactions, hier dissimulées, se font jour de sorte que le destin de l'Amazonie se confond avec l'agriculture en Europe, que les tensions géostratégiques, hier lointaines, dictent désormais les prix et les conditions du marché de l'énergie fossile au profit des producteurs et de leurs intermédiaires commerciaux.

Ne pas laisser « *l'économie dans sa généralité et les entreprises dans leurs particularités soient les seules sphères de l'activité humaine qui échappent à la délibération démocratique, d'autant moins qu'elles menacent aujourd'hui notre intégrité et les conditions de notre perpétuation en tant qu'espèce* » (p. 13).

Mettre de la démocratie au cœur même de la décision économique traduit la volonté politique de socialisation des fondements de nos économies, étape nécessaire pour « *affronter l'oligarchie économique* » selon l'expression de l'auteur (p. 165).

Nulle promesse ici. Mais un regard sur le passé du mouvement socialiste sans complaisance permet de se défaire des illusions exaltantes autant que de sortir du confort quotidien, pour concevoir un « *écosocialisme qui ne fait pas le pari du Grand Soir, mais qui se refuse à n'être qu'une série de petits matins blêmes* » (p. 13).

Nulle volonté de tracer un chemin unique, de rêver d'un principe transcendant – métaphysique –, ethnique, national, identitaire – qui gouvernerait la société dans le but de la guider vers son salut. Cependant, un idéal partagé permet une identification, une reconnaissance, une acceptation des règles démocratiquement fixées et la participation de chacun à l'édification collective.

«La politique, orpheline de toute transcendance et revenue des illusions révolutionnaires, avait besoin d'horizon, la transition climatique nous l'offre» (p.13).

Après avoir dégagé un nouvel espace de recherche où peut se penser un esprit écosocialiste toujours fidèle à son rejet des inégalités, Paul Magonette, en vient à la concrétisation des principes posés en proposant des mesures et des stratégies pour les luttes politiques à mener.

« LA TRANSITION CLIMATIQUE N'EST PAS UN LONG FLEUVE TRANQUILLE »

C'est ainsi que commence la partie consacrée aux propositions.

La logique du marché n'est pas une fatalité, son histoire est récente et ses limites et manquements sont connus. C'est l'intervention de l'État et non les « mécanismes du marché » a sauvé les populations touchées par des catastrophes telles les tremblements de terre, les grandes crises financières, les guerres... *« Longtemps décriée, la planification reprend sa place et étend son emprise »* écrit Paul Magonette. Les COP, les initiatives européennes, les dispositions prises par les États en témoignent. Cependant, il faut soustraire la planification aux exigences du marché et de ses bénéficiaires. Nulle planification ne peut être exonérée de la délibération démocratique car il s'agit de répondre à cela : que voulons nous produire et comment le produire ?

La démocratisation de la production commence par l'unité de production c'est-à-dire l'entreprise. L'auteur recourt à l'histoire et note : *« Si le socialisme utopique pré-marxiste, né dans la fabrique, était très attentif à cette dimension locale, la social-démocratie d'inspiration marxiste, quant à elle, a privilégié la grande échelle, ce qui a eu comme conséquence que la gauche européenne n'a pas pu saisir la dimension institutionnelle de l'entreprise »* Or, ajoute-t-il : *« l'entreprise demeure l'unité première et les règles qui la gouvernent ont une influence très profonde sur l'économie dans son ensemble et sur la vie des travailleurs »* (p.159).

La place de l'entreprise est structurante du travail et du social, le partage du pouvoir en son sein est légitime et nécessaire.

Les débats autour de la socialisation du capital ont abouti à des propositions fortes comme celle de considérer l'eau, les richesses maritimes et forestières, les ressources minérales et pour certains, l'atmosphère terrestre, comme des biens communs, une propriété universelle.

La consommation est autant visée par l'auteur que la production. Le capitalisme a fabriqué des outils pour prospérer : le crédit à la consommation et son cortège d'endettements, la publicité et ses excès et l'obsolescence des objets aujourd'hui programmée. Paul Magnette donne l'exemple des pays qui n'ont pas hésité à réguler drastiquement les « mécanismes du marché » *en imposant des règles claires et contraignantes* (p.157).

L'auteur indique que « *les nations historiquement les plus responsables du réchauffement global sont aussi celles qui continuent, aujourd'hui, d'émettre le plus de gaz à effet de serre... dans les faits, les émissions sont moins liées à l'appartenance à une nation donnée qu'à un groupe social déterminé. En termes de production de gaz à effet de serre, un riche Américain ressemble plus à un riche Africain qu'à un pauvre Américain. Nos émissions sont le reflet de notre style de vie, elles sont étroitement liées à notre niveau de revenus. Le raisonnement vaut aussi pour la destruction du vivant et la perte de la biodiversité... C'est aussi dans les régions les plus pauvres que les conséquences des désastres naturels sont les plus cruelles : 90% des victimes et 97% des morts liées aux désastres naturels se situent déjà aujourd'hui dans les pays en développement* » (p.63 et p.66).

LE CHEMIN ÉCOSOCIALISTE

Le chemin proposé par *La vie large* procède par étapes qui fait évoluer le propos de l'analyse au manifeste, de l'approche historique de la philosophie du socialisme à l'expression d'une « *colère* » qui se transforme en action. Le lecteur traverse la géographie des savoirs actuels en matière d'écologie, d'environnement et de transition climatique. Une bibliographie précieuse complète son information et l'ouvre à d'autres champs de réflexion.

Nous connaissons le péril et nous savons les moyens de l'éviter. Ce qui résiste à la transition climatique relève du système capitaliste qui nous détermine dans notre mode de vie. Flatter les pulsions consommatrices, les capter au bénéfice des actionnaires, tel est un des moteurs qui fait persister et augmenter les inégalités.

Aussi, tout raisonnement doit s'appliquer à lui-même et prendre en charge la nécessaire interrogation portée à l'histoire de la pensée socialiste. C'est dans une orientation productiviste que s'est dévoyée l'ambition initiale du socialisme. L'amélioration des conditions d'existence matérielles des travailleurs était privilégiée à une époque où les inégalités sociales avaient de dramatiques effets sur cette population : état de santé, protection et scolarité des enfants, insalubrité des logements, alimentation insuffisante...

Faire retour au socialisme des origines c'est témoigner d'une fidélité à « *la volonté d'autodétermination collective* » selon l'expression de Paul Magnette que seul un système démocratique au service de l'intérêt général peut garantir. L'économie doit par conséquence, effacer l'emprise qu'elle impose à la société et être mise au service de la collectivité. L'entreprise est le lieu où les décisions importantes qui engagent les travailleurs (conditions de

travail, salaires, garantie de l'emploi, investissements...) doivent faire l'objet d'une délibération démocratique.

Les fractures sociales persistent sous des formes nouvelles et les inégalités peinent à cacher les dominations qui les nourrissent.

Le scandale des inégalités croissantes et de leurs effets sur l'environnement se confond avec celui de « l'insécurité de l'existence » que même les sociétés les « plus riches » peinent à juguler. En face, les propositions affluent et certaines, motivées par l'intérêt général, ne manquent pas de soulever de véritables débats.

Par exemple, « *Les plaidoyers en faveur d'un revenu de base inconditionnel, ont le mérite de nous forcer à porter un regard critique sur les réformes de la sécurité sociale* » admet Paul Magnette qui consacre des pages argumentées à la proposition d'un revenu de base inconditionnel en défendant plutôt « *l'idée d'une réforme de la protection sociale inspirée des principes d'inconditionnalité et d'universalité* » (p. 201).

Par ailleurs, la construction d'un écosocialisme ne peut éluder la question de la représentation politique que la démocratie affronte depuis sa naissance. Il est répété et admis qu'il existe un « fossé » entre les représentants politiques et leurs électeurs. Les premiers préoccupés par leurs intérêts personnels ou partisans, les seconds, les citoyens, désemparés par l'abandon dont ils s'estiment les victimes.

Sont alors proposées des assemblées para-parlementaires dont les membres sont désignés parfois par tirage au sort, parfois selon des règles de cooptation. Ces assemblées auraient, selon les variantes, des capacités de blocage des décisions prises par des majorités parlementaires. « *Ce qui frappe dans de telles propositions, écrit Paul Magnette, c'est la profonde méfiance à l'égard du politique... Ces formules très oligarchiques visent dans le fond à rogner le pouvoir des représentants élus en les obligeant à composer avec des institutions non élues, dont la légitimité est censée résider dans leur scientificité, leur impartialité et leur absence d'ancrage spatio-temporel* » (p. 217).

En paraphrasant les questions que Paul Magnette pose à la page 9, on pourrait affirmer que nos souffrances ne sont pas une fatalité, que la conjugaison des efforts et des luttes ponctuelles multiplie leurs forces et, enfin, qu'un autre monde est possible où vivre serait meilleur.

Le réformisme révolutionnaire qui est revendiqué dans *La vie large* montre comment seule la jonction des causes sociales et environnementales (intrinsèquement liées dans les évolutions des sociétés) peut ouvrir un horizon de sens et d'action.

Le manifeste pour un écosocialisme ouvre cet horizon et sa lecture est un chemin vers la vie large.